

Voici ce que disent [Louis GILLE](#), [Alphonse OOMS](#) et [Paul DELANDSHEERE](#) dans ***Cinquante mois d'occupation allemande*** (Volume 2 : 1916) du

## **VENDREDI 26 MAI 1916**

Dans beaucoup de rues, maintenant, on aperçoit des ordonnances d'officiers allemands fumant la pipe aux balcons des meilleures demeures dont les occupants légitimes sont encore à l'étranger. Rien n'est plus répugnant que cette prise de possession par la soldatesque du home intime de personnes qui ont fui devant l'invasion ou qui étaient en villégiature à l'étranger quand la guerre éclata. Elles ont le droit d'être absentes : pourquoi les punir en salissant leur foyer ?

Or, l'envahissement est progressif. Des civils allemands, attachés à des services du Gouvernement général, ont amené ici leurs femmes et enfants, et tout ce monde s'installe sans vergogne dans le bien d'autrui. Tout ce monde aussi a le verbe haut et insolent dans les trams et sur les trottoirs. Tout ce monde enfin doit être véhiculé gratis par les Compagnies de tramways. C'est la "*Kommandantur*" qui délivre les cartes de libre-parcours (1). Les Belges n'osent plus échanger un mot en public : ils se sentent noyés dans une marée d'espions.

Un arrêté du baron von Bissing annonce, vu la rareté des vivres, l'intention du gouvernement général de ne plus réquisitionner en Belgique pour le besoin de ses troupes. Cependant, ajoute l'arrêté, dans l'intérêt du commerce belge, les achats à titre privé pourront se faire comme par le passé.

C'est entendu : on ne réquisitionne plus de vivres pour le moment, mais, les officiers et soldats touchent de l'argent pour se procurer de la nourriture ; non seulement ils se nourrissent du produit du petit sol beige, mais ils envoient des paquets de beurre et d'autres denrées à leurs familles. Aucun soldat ne part en congé pour l'Allemagne sans porter aux siens des victuailles achetées mais prélevées sur le peu qui nous reste. Le résultat final est donc le même : la troupe continue à vivre en grande partie de ce que produisent nos régions, d'où pénurie persistante des vivres pour la population belge.

Des familles allemandes qui habitaient Bruxelles avant la guerre, ou sont venues s'y établir à cette fin, ouvrent des pensions de familles: vingt, trente officiers y prennent leurs repas. On achète la viande chez le boucher du coin. Mais, grâce à l'arrêté du baron von Bissing, l'«*honneur*» est sauf : si un jour il y a disette, on ne pourra pas dire que le pays a été vidé par les réquisitions de l'ennemi ...

(1) La Compagnie des Tramways bruxellois, obligée de véhiculer gratuitement tous les officiers, soldats et boy-scouts allemands en uniforme, a dû, en outre, délivrer 2.000 livres-parcours à des civils allemands, hommes et femmes, attachés à des services d'espionnage, de dactylographie, etc. Comme la direction de la Compagnie manifestait de l'opposition à cette prétention du comte von Soden, chef de la "*Kommandantur*", il lui fut notifié qu'en cas de résistance, l'autorité allemande exploiterait elle-même tout le réseau, ce qui aurait eu pour première conséquence une augmentation du barème en vigueur pour le transport de la population belge. La Compagnie a voulu à tout prix épargner au public les inconvénients d'une majoration des tarifs habituels à un moment où les difficultés du ravitaillement rendaient l'utilisation des tramways plus indispensable que jamais aux petits gens. Et c'est pourquoi elle délivra finalement les 2.000 livres-parcours exigés par les Boches.